

 **DROIT**
PRATIQUE
PROFESSIONNELLE

PRATIQUE DE DÉFENSE PÉNALE

Droit, histoire, stratégie

7^e édition

François Saint-Pierre

LGDJ un savoir-faire de
Lextenso

PRATIQUE DE DÉFENSE PÉNALE

DROIT, HISTOIRE, STRATÉGIE

François Saint-Pierre

Avocat

7^e édition



© 2024, LGDJ, Lextenso

1, Parvis de La Défense • 92044 Paris La Défense Cedex
www.lgdj-editions.fr

EAN : 9782275153643 • ISSN : en cours • Collection : Droit & Pratique professionnelle

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE

L'AVOCAT ET SON CLIENT : L'ASSISTANCE ET LE CONSEIL

Chapitre 1. La désignation d'un avocat : un droit et un contrat	41
Section 1. Le principe du libre choix d'un avocat par toute personne poursuivie	42
§1. Le principe du libre choix de l'avocat, et ses limites	42
§2. Le principe d'une défense effective à toute phase de la procédure	43
§3. L'assistance nécessaire des mineurs par un avocat.....	44
§4. Les garanties de la liberté de choix de l'avocat	45
Section 2. Entre l'avocat et son client : un contrat de défense	45
§1. Les obligations du client envers son avocat	45
§2. Les obligations de l'avocat envers son client.....	46
§3. Les obligations de l'avocat envers la justice.....	46
§4. Exception de conflit d'intérêts.....	47
Section 3. Spécificités de la défense pénale des entreprises, de leurs dirigeants et de leurs salariés	48
§1. Représentation judiciaire de la personne morale poursuivie	48
§2. Responsabilité pénale des personnes morales, évolution.....	49
§3. Responsabilité pénale des personnes morales, critères	50
§4. Délégation de pouvoirs au sein d'une entreprise	52
§5. Organisation de la défense pénale de l'entreprise poursuivie	52
§6. Notion d'équipe d'avocats.....	54
Section 4. La communication fonctionnelle du barreau et des avocats	55
§1. Annuaire, spécialisation, sites internet	55
§2. Publicité, démarchages, signes distinctifs	56
Chapitre 2. Le secret professionnel : une obligation et une prérogative	59
Section 1. L'obligation au secret professionnel de l'avocat envers son client	60
§1. Nature juridique de l'obligation au secret professionnel de l'avocat.....	60
§2. Opposabilité du secret professionnel de l'avocat à la justice	61
§3. La violation du secret professionnel par l'avocat	62
§4. L'exception de révélation de soupçons de blanchiment de fonds	63
Section 2. La confidentialité des communications de l'avocat	63
§1. La confidentialité des consultations des avocats	63
§2. La confidentialité des correspondances écrites des avocats.....	64
§3. Confidentialité des communications avocats-clients en détention	65
§4. Entretiens et correspondances des détenus avec leurs autres visiteurs	68

Section 3. L'obligation au secret professionnel de l'avocat vis-à-vis de la justice	69
§1. Obligation de respect du secret de l'instruction judiciaire	69
§2. Expiration du secret de l'instruction judiciaire	70
§3. Le délit spécifique de violation du secret de l'enquête ou de l'instruction judiciaire	70
§4. Autres délits pénaux de violation des secrets judiciaires.....	71
Section 4. Les secrets des autres professionnels, journalistes et médecins	71
§1. Le secret professionnel des journalistes.....	71
§2. Le secret professionnel des médecins.....	73
§3. Le secret des affaires.....	74
§4. Les secrets et les lanceurs d'alerte	75
Chapitre 3. Les écoutes, les saisies et les perquisitions de cabinets d'avocats	77
Section 1. Les écoutes des conversations téléphoniques du client de l'avocat.....	78
§1. Écoute de la ligne téléphonique de la personne mise en examen.....	78
§2. Principe de l'interdiction de retranscription des conversations de l'avocat.....	79
§3. Exception de retranscription des conversations téléphoniques des avocats.....	80
§4. Écoutes téléphoniques en enquête préliminaire et de flagrance	81
§5. Les écoutes téléphoniques judiciaires, une législation récente	81
Section 2. Les écoutes téléphoniques et les surveillances de l'avocat.....	82
§1. Écoutes judiciaires de la ligne téléphonique de l'avocat.....	82
§2. Écoutes administratives de la ligne téléphonique de l'avocat	83
Section 3. Les saisies des correspondances d'avocats.....	84
§1. Principe d'insaisissabilité des correspondances d'avocats en matière de défense pénale..	84
§2. Exception de saisissabilité des correspondances d'avocats hors défense pénale	85
§3. Extension de l'insaisissabilité des correspondances d'avocats lors des enquêtes administratives	85
§4. Réquisitions judiciaires adressées aux avocats	86
§5. Enquêtes civiles sur référé ou requête visant des avocats	87
Section 4. Les perquisitions des cabinets d'avocats	88
§1. Procédure de perquisition de cabinets d'avocats.....	88
§2. Procédure d'opposition à la saisie de documents	89
§3. Jurisprudence de la CEDH sur les perquisitions de cabinets d'avocats	90
§4. Compétence du procureur de la République pour mener la perquisition d'un cabinet d'avocats ?	90
§5. Perquisitions de tribunaux, de domiciles de magistrats, du ministère de la Justice.....	91
§6. Les perquisitions de cabinets d'avocats : une histoire mouvementée.....	91
Chapitre 4. Les honoraires de l'avocat : principes et pratique	95
Section 1. Les principes de liberté et d'équité des honoraires	96
§1. Principe de liberté des honoraires	96

§2. Principe d'équité des honoraires.....	98
§3. Contestation des honoraires.....	99
§4. Succession d'avocats et règlement des honoraires.....	99
Section 2. Le paiement des honoraires par le client, un tiers, son employeur.....	100
§1. Règlement des honoraires par le client ou par un tiers.....	100
§2. Règlement des honoraires de la défense d'un fonctionnaire par l'administration.....	100
§3. Règlement des honoraires de la défense d'un salarié par l'employeur.....	101
§4. Règlement des honoraires de la défense d'un dirigeant par l'entreprise.....	101
§5. Justification de la prise en charge des honoraires par l'entreprise.....	102
Section 3. L'aide juridictionnelle et la prévoyance.....	103
§1. L'aide juridictionnelle : un droit.....	103
§2. Conditions de revenus pour l'obtention de l'aide juridictionnelle.....	104
§3. Rétribution des avocats au titre de l'aide juridictionnelle.....	104
§4. Parties civiles, aide juridictionnelle, provision <i>ad litem</i>	104
§5. Protection juridique.....	105
§6. L'aide juridictionnelle : une histoire ancienne.....	105
Section 4. Les actions en remboursement des honoraires d'avocat.....	106
§1. En cas de non-lieu, de relaxe ou d'acquittement, remboursement des frais de défense ...	106
§2. En cas de condamnation, paiement des frais de procédure.....	106
§3. Justificatifs à produire lors d'une demande de remboursement.....	107

DEUXIÈME PARTIE

L'AVOCAT À L'ÉTUDE DU DOSSIER : L'EXAMEN DES PREUVES

Chapitre 1. La prise de connaissance du dossier de la procédure.....	111
Section 1. L'information des personnes des poursuites les visant.....	113
§1. Principe du secret des enquêtes.....	113
§2. Information de la personne placée en garde à vue.....	115
§3. Information de la personne mise en examen par le juge d'instruction.....	115
§4. Information de la personne renvoyée devant une juridiction de jugement.....	116
§5. Information du témoin assisté par le juge d'instruction.....	118
§6. Information de la personne déférée devant le procureur de la République.....	118
§7. Information de la personne citée à comparaître devant le tribunal correctionnel.....	119
§8. Le droit à l'information des personnes sur les poursuites les visant : une évolution historique continue.....	122
Section 2. L'accès au dossier de la procédure.....	125
§1. L'accès au dossier en garde à vue.....	125
§2. L'accès au dossier d'information judiciaire.....	126
§3. Le dossier d'instruction doit être complet et coté.....	126

§4. Le dossier d'instruction devant la chambre de l'instruction	127
§5. Visioconférence : mise à disposition du dossier d'instruction	128
§6. Enregistrement des interrogatoires et auditions	129
§7. Traduction des pièces du dossier d'instruction	129
§8. Procès-verbaux des témoins anonymes.....	130
§9. L'accès au dossier d'instruction du témoin assisté	130
§10. L'accès au dossier d'instruction des parties civiles	130
§11. Prise de connaissance du dossier au tribunal correctionnel.....	131
§12. Prise de connaissance du dossier devant la cour d'assises.....	132
§13. Le droit d'accès au dossier judiciaire, une longue évolution	132
Section 3. Délivrance d'une copie du dossier de la procédure.....	134
§1. Délivrance d'une copie du dossier d'information judiciaire à l'avocat.....	134
§2. Remise d'une copie du dossier d'information judiciaire aux personnes	136
§3. Exception de production de pièces d'une information judiciaire en cours dans d'autres instances	137
§4. Délivrance d'une copie de la procédure d'enquête préliminaire.....	138
§5. Délivrance d'une copie de la procédure devant les juridictions de jugement.....	139
§6. La copie du dossier judiciaire, une évolution longtemps discutée	140
Section 4. Demandes de renseignements aux commissions administratives	142
§1. Demande de renseignements à la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignements (CNCTR)	142
§2. Demande de renseignements à la Commission de contrôle des fichiers d'Interpol (CCFI) ..	143
§3. Demande de renseignements à la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA)	144
§4. Demande de renseignements à la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) ..	144
Chapitre 2. Les demandes d'investigations, d'auditions et de confrontations ..	147
Section 1. Demandes d'investigations au juge d'instruction	148
§1. Les demandes d'investigations : un droit des parties à l'information judiciaire.....	148
§2. Dépôt des demandes d'actes d'instruction et d'expertise.....	149
§3. Demandes diverses d'investigations au juge d'instruction	150
§4. Demandes d'interrogatoires, d'auditions et de confrontations	150
§5. Pouvoirs de la chambre de l'instruction en matière d'investigations	152
§6. Rappel des règles particulières d'audition de certains témoins	152
§7. Les demandes d'investigations : une innovation de la loi du 4 janvier 1993.....	153
Section 2. Demandes d'investigations au procureur de la République.....	153
§1. Demandes d'investigations lors du défèrement de la personne mise en cause	153
§2. Demandes d'investigations au cours d'une enquête préliminaire	154
§3. Instruction judiciaire ou enquête de police : les enjeux du mode de poursuites	154

Section 3. Demandes de supplément d'investigations au tribunal correctionnel	156
§1. Demandes de supplément d'investigations sur citation directe	156
§2. Demandes de supplément d'investigations en comparution immédiate ou à délai différé..	158
§3. Développement contemporain des demandes de supplément d'investigations au tribunal correctionnel	158
Section 4. Demandes de supplément d'investigations à la cour d'assises.....	159
§1. Demandes de supplément d'investigations avant l'audience de la cour d'assises	159
§2. Demandes de supplément d'investigations à l'audience de la cour d'assises.....	160
§3. La reconstitution criminelle : un acte indispensable.....	160
Chapitre 3. Les expertises judiciaires : demandes et procédure	161
Section 1. Demandes et ordonnances d'expertise judiciaire	162
§1. Demande d'expertise judiciaire	162
§2. Objet de l'expertise judiciaire.....	162
§3. Ordonnance de commission d'expertise judiciaire	163
§4. Évolution récente de la procédure de commission d'expertise judiciaire.....	165
Section 2. Statut et obligations de l'expert judiciaire.....	165
§1. Inscription des experts judiciaires sur les listes officielles	165
§2. Obligations d'impartialité et d'indépendance des experts judiciaires.....	167
§3. Adjonction d'un sachant technique	167
Section 3. Opérations et rapport d'expertise judiciaire	168
§1. Auditions des parties par les experts judiciaires	168
§2. Caractère contradictoire ou non des opérations d'expertise	169
§3. Signature et notification du rapport d'expertise judiciaire aux parties.....	169
§4. Délai du recours en nullité du rapport d'expertise judiciaire	170
§5. Notification du rapport d'expertise au témoin assisté	170
§6. Expertise judiciaire sur intérêts civils	171
Section 4. Les expertises ordonnées par le parquet ou la juridiction de jugement	172
§1. Les expertises judiciaires ordonnées par les juridictions de jugement	172
§2. Les expertises judiciaires ordonnées par le procureur de la République	172
§3. Les expertises en matière de droit de la consommation	173
Chapitre 4. Recherche et production de preuves en défense	175
Section 1. Expertises privées en défense : légales et utiles.....	176
§1. Règles de droit applicables aux expertises privées en défense.....	176
§2. Pratique judiciaire des expertises privées	177
Section 2. Investigations privées en défense : difficultés théoriques et pratiques	178
§1. Un phénomène contemporain : le développement des investigations privées.....	178
§2. Les investigations privées et le respect du droit à la vie privée	179

§3. Les investigations privées et les auditions de témoins.....	180
§4. Les investigations privées et le secret professionnel de l'avocat.....	180
Section 3. Production de preuves par les parties : régime juridique	181
§1. Production de preuves : la jurisprudence civile de la Cour de cassation.....	181
§2. Production de preuves : la jurisprudence pénale de la Cour de cassation	182
§3. Production de preuves illicites en matière fiscale	183
§4. Production de preuves : la jurisprudence de la CEDH	183
§5. Production de preuves illicites et responsabilité de l'avocat	184
Section 4. Procédures de référé civil et administratif en matière pénale	184
§1. L'usage de la procédure de l'article 145 du Code de procédure civile	184
§2. L'usage de la procédure de référé administratif	185

TROISIÈME PARTIE

L'AVOCAT ET LE DROIT : LA CRITIQUE DE LA LÉGALITÉ DU PROCÈS

Chapitre 1. L'action publique : les causes d'extinction	189
Section 1. La prescription de l'action publique, de l'action civile et de la peine	191
§1. Demandes et exceptions de prescription de l'action publique.....	191
§2. Délais de prescription de l'action publique.....	192
§3. Prescription différée	194
§4. Interruption de la prescription	196
§5. Suspension de la prescription.....	198
§6. Prescription en matière internationale.....	199
§7. Prescription de la peine	199
§8. Prescription de l'action civile	200
§9. Évolution historique des règles de prescription	201
Section 2. La chose jugée et la relance des poursuites	203
§1. Principe de l'interdiction de la double poursuite	203
§2. Demande au juge d'instruction de constatation de la chose jugée	204
§3. Décisions revêtues ou non de l'autorité de la chose jugée	204
§4. Doubles poursuites en matière internationale	206
§5. Doubles poursuites en matière disciplinaire.....	208
§6. Doubles poursuites en matières fiscale et boursière.....	209
§7. Chose jugée au pénal, au civil, au commercial et à l'administratif.....	211
Section 3. L'abrogation de la loi pénale, le décès de la personne poursuivie.....	213
§1. Lois d'abrogation, lois plus favorables	213
§2. Les interprétations jurisprudentielles	214
§3. Le retrait d'un acte administratif	216
§4. Décès de la personne physique poursuivie.....	216
§5. Dissolution de la personne morale poursuivie	216

Section 4. La question du droit à un procès dans un délai raisonnable	217
§1. Notion de délai raisonnable	217
§2. Absence de conséquences procédurales du délai déraisonnable	218
§3. Pas de revirement de jurisprudence.....	219
§4. Conséquences indemnitaires du délai déraisonnable	220
Chapitre 2. Les poursuites : nullités, causes et conséquences	221
Section 1. Les cas de nullité de procédure	223
§1. Cas de nullités textuelles	223
§2. Cas de nullités substantielles	227
§3. Cas de nullités d'ordre public	228
§4. Cas particuliers de nullités de procédure.....	234
§5. Cas non constitutifs de nullité	235
§6. Nullité et principes d'impartialité et de loyauté.....	237
§7. Nullité et principe de proportionnalité	240
§8. Mise en œuvre de l'exception d'incompétence, cause de nullité	241
§9. Mise en œuvre de l'exception de faux, cause de nullité	242
Section 2. L'action en nullité de l'information judiciaire	243
§1. Droit de contestation de la légalité des procédures d'instruction	243
§2. Procédure générale en nullité devant la chambre de l'instruction	244
§3. Recours spécifiques en nullité devant la chambre de l'instruction	246
§4. Dépôt de la requête en nullité, mémoires complémentaires, effets	248
§5. Procédures distinctes, actes concernant des tiers	250
§6. Conséquences de l'action en nullité devant la chambre de l'instruction	252
§7. L'action en nullité, modelée par de nombreuses lois de réformes.....	255
Section 3. Les exceptions de nullité devant le tribunal correctionnel	256
§1. Régime général des nullités devant les juridictions correctionnelles.....	256
§2. Procédure d'exception de nullité devant le tribunal correctionnel	258
§3. Compétence du tribunal correctionnel en matière de nullité.....	260
§4. Cas des ordonnances de renvoi non conformes	261
§5. Compétence de la chambre des appels correctionnels en matière de nullité	262
§6. Cas des personnes visées par un mandat d'arrêt	264
Section 4. Les exceptions de nullité devant la cour d'assises	265
§1. Exception de nullité visant des actes antérieurs à l'ouverture de l'audience	265
§2. Incidents contentieux en cours d'audience	266
§3. Révélation à l'audience d'une nullité de l'enquête ou de l'information.....	267
§4. Les nullités en cour d'assises : peu d'évolution au fil du temps	267

Chapitre 3. La juridiction : compétence, garanties fondamentales, liberté d'expression	269
Section 1. Les critères de compétence juridictionnelle	271
§1. Action et exception d'incompétence juridictionnelle.....	271
§2. Critères de compétence territoriale.....	271
§3. Critères de compétence matérielle.....	273
§4. Compétence sur l'action civile.....	275
§5. Critères de compétence personnelle.....	277
§6. Président de la République et ministres.....	278
§7. Règles de compétence internationale.....	279
§8. Militaires en opérations extérieures.....	281
§9. Exceptions d'immunité personnelle.....	282
§10. La règle <i>Electa una via</i>	285
§11. Évolution historique des critères de compétence juridictionnelle.....	286
Section 2. Les garanties d'impartialité et d'indépendance juridictionnelle	288
§1. Nature juridique du principe d'indépendance et d'impartialité.....	288
§2. Définitions légales du principe d'indépendance et d'impartialité.....	289
§3. Application jurisprudentielle des notions d'indépendance et d'impartialité.....	290
§4. Quelques textes récents sur les garanties d'indépendance et d'impartialité.....	295
Section 3. Les actions en suspicion légitime et récusation	296
§1. L'usage nécessaire des actions en suspicion légitime et récusation.....	296
§2. La procédure de suspicion légitime (CPP, art. 662 et s.).....	297
§3. La procédure de récusation (CPP, art. 668 et s.).....	298
§4. La procédure de renvoi dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice (CPP, art. 665, al. 2).....	299
§5. Autres procédures de renvoi (CPP, art. 665, 667-1, 43, 84, 657).....	300
§6. Des procédures progressivement réformées.....	301
Section 4. La liberté d'expression devant les juridictions	302
§1. L'immunité judiciaire dans les salles d'audience.....	302
§2. Propos tenus en dehors des salles d'audience.....	304
§3. Comptes rendus de presse judiciaire.....	305
§4. La qualification de dénonciation calomnieuse.....	306
§5. Fait justificatif des nécessités de la défense.....	307
§6. Délit de menaces sur avocat.....	308
§7. Poursuites des propos d'audience exclus de l'immunité judiciaire.....	309
§8. Liberté d'expression des avocats : une évolution récente.....	311
§9. En marge : le statut du lanceur d'alerte.....	312

Chapitre 4. La loi, la Constitution, la Convention européenne des droits de l'homme	315
Section 1. La question prioritaire de constitutionnalité	317
§1. Juridiction devant laquelle déposer une QPC	317
§2. Demandeurs à la QPC	318
§3. Notion d'écrit distinct	318
§4. Objet des QPC	318
§5. Critères de transmission des QPC	320
§6. Transmission ou non des QPC	321
§7. Dépôts successifs de QPC	322
§8. Audience et décision du Conseil constitutionnel	322
§9. QPC et recours CEDH	323
§10. L'histoire récente de la QPC	323
Section 2. Panorama de la jurisprudence du Conseil constitutionnel	324
§1. La jurisprudence du Conseil constitutionnel sur les principes de légalité, d'égalité et de fraternité	324
§2. La jurisprudence du Conseil constitutionnel sur la procédure de garde à vue	325
§3. La jurisprudence du Conseil constitutionnel sur les droits de la défense et le procès équitable	326
§4. La jurisprudence du Conseil constitutionnel sur la procédure criminelle	327
§5. La jurisprudence du Conseil constitutionnel sur le secret professionnel	327
§6. La jurisprudence du Conseil constitutionnel sur le droit pénal des mineurs	328
§7. La jurisprudence du Conseil constitutionnel sur la vie privée, l'environnement, internet ...	328
Section 3. L'application directe de la Convention européenne des droits de l'homme	329
§1. Application directe en droit interne de la Convention européenne	329
§2. Application directe en droit interne de la jurisprudence de la CEDH	329
§3. Esprit de la jurisprudence de la CEDH	330
§4. Méthodologie juridique de la CEDH	331
Section 4. Panorama de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme	332
§1. Sur les articles 2 et 3 de la Convention : droit à la vie et interdiction des traitements inhumains	332
§2. Sur l'article 5 de la Convention : droit à la liberté et à la sûreté	332
§3. Sur l'article 6 de la Convention : droit à un procès équitable	333
§4. Sur l'article 7 de la Convention : légalité des délits et des peines	334
§5. Sur l'article 8 de la Convention : secret professionnel	334
§6. Sur l'article 10 de la Convention : liberté d'expression	334
§7. Sur le protocole n° 1 de la Convention : droit au patrimoine	335
§8. Sur le protocole n° 7 de la Convention : <i>Ne bis in idem</i>	335
§9. Sur les articles 17 et 18 de la Convention : détournement des droits et libertés de la Convention	335

QUATRIÈME PARTIE

L'AVOCAT À L'AUDIENCE : DE LA GARDE À VUE À LA COUR D'ASSISES

Chapitre 1. L'avocat au cours de l'enquête de police	339
Section 1. L'audition des témoins : statuts et procédures	341
§1. Audition des simples témoins.....	341
§2. Audition libre des témoins suspectés en enquête préliminaire	342
§3. Audition des témoins suspectés sur commission rogatoire.....	342
§4. Obligation de réponse aux convocations et aux réquisitions de police	343
§5. Audition des plaignants par les services de police	344
§6. L'assistance par un avocat en audition libre : une réforme de 2015	344
Section 2. La garde à vue : les droits de la personne gardée à vue	345
§1. Notification des droits de la personne placée en garde à vue	345
§2. Renonciation, retard, différemment de la notification des droits	347
§3. Désignation de l'avocat par la personne gardée à vue.....	347
§4. Report de l'intervention de l'avocat en garde à vue.....	348
§5. Entretien confidentiel de l'avocat avec la personne gardée à vue	349
§6. Accès limité de l'avocat au dossier d'enquête en garde à vue.....	349
§7. Droit de se taire de toute personne suspectée	350
§8. Assistance de l'avocat lors des auditions de garde à vue.....	351
§9. Liberté des réponses de la personne placée en garde à vue	352
§10. Port des menottes en garde à vue	353
§11. Fouilles, investigations corporelles, examens techniques et vidéosurveillance	354
§12. Perquisitions, reconstitutions et parades d'identification	355
§13. Victimes et plaignants confrontés en garde à vue	356
§14. Prolongation et défèrement à l'issue de la garde à vue.....	356
§15. L'assistance par un avocat en garde à vue : une réforme de 2011.....	357
§16. Le droit au silence en garde à vue : un droit récent.....	360
Section 3. La garde à vue : le contrôle juridictionnel de la garde à vue	361
§1. Principes de dignité, de proportionnalité et de légalité de la garde à vue	361
§2. Information de l'autorité judiciaire de la mesure de garde à vue	362
§3. Délais de garde à vue et prolongations.....	363
§4. Enregistrements des auditions de garde à vue.....	364
§5. À l'issue d'une mesure de garde à vue.....	364
§6. Régimes dérogatoires de garde à vue	365
§7. Régime de garde à vue applicable aux mineurs	366
Section 4. Les personnes « en fuite » : procédure et droits de la défense	368
§1. Absence de droits des personnes en fuite durant l'enquête et l'instruction	368
§2. Droits de la défense des personnes en fuite lors des audiences de jugement	369

§3. Extradition et mandat d'arrêt européen : procédure.....	371
§4. Extradition et mandat d'arrêt européen : détention provisoire	377
§5. Entraide judiciaire européenne	379
§6. Réclamation par la Cour pénale internationale.....	380
§7. Évolution historique du statut juridique de la personne « en fuite ».....	380
Chapitre 2. L'avocat au cabinet du juge d'instruction	383
Section 1. Mise en examen, désignation de l'avocat, débat contradictoire.....	385
§1. Désignation de l'avocat par la personne mise en examen	385
§2. Caractère obligatoire de l'interrogatoire de première comparution	386
§3. Procédure de première comparution.....	387
§4. Mise en examen dans le cadre d'un supplément d'information ou d'une demande d'entraide internationale	388
§5. Mise en examen des mineurs, règles particulières	389
§6. Mise en examen des majeurs protégés	390
§7. Déclaration d'adresse de correspondance des personnes mises en examen	390
§8. Enregistrement audiovisuel des interrogatoires en matière criminelle	391
§9. Des règles d'interrogatoire édictées à peine de nullité.....	391
§10. L'interprète durant l'instruction judiciaire.....	392
§11. Débat contradictoire devant le juge des libertés et de la détention	392
§12. L'assistance par un avocat à l'instruction : une réforme ancienne.....	396
Section 2. Les interrogatoires et confrontations au cabinet du juge d'instruction	399
§1. Le principe du contradictoire appliqué à l'instruction judiciaire	399
§2. Interrogatoires de la personne mise en examen par le juge d'instruction.....	399
§3. Conduite des interrogatoires par le juge d'instruction	400
§4. Auditions et confrontations des témoins par le juge d'instruction	401
§5. Utilisation de la visioconférence par le juge d'instruction.....	401
§6. Audition des témoins anonymes par le juge d'instruction	402
§7. Audition des agents infiltrés par le juge d'instruction	403
§8. De multiples réformes de la procédure d'instruction	404
Section 3. Le témoin assisté : son statut et ses droits.....	405
§1. Attribution de la qualité de témoin assisté par le juge d'instruction.....	405
§2. Droits du témoin assisté au cours de l'information judiciaire	405
§3. Mise en examen du témoin assisté par le juge d'instruction.....	406
§4. Conversion du statut de mis en examen en statut de témoin assisté.....	407
§5. Les droits du témoin assisté devant la chambre de l'instruction	408
§6. Le témoin assisté, un statut récent dans notre histoire judiciaire	408
Section 4. La clôture de l'information judiciaire	410
§1. Procédure de règlement contradictoire de l'information judiciaire	410
§2. L'ordonnance de règlement du juge d'instruction	412

§3. Demande de clôture de l'information judiciaire par les parties (CPP, art. 175-1)	412
§4. Action en contrôle de procédure d'information judiciaire (CPP, art. 221-3).....	413
§5. Action en carence de procédure d'instruction (CPP, art. 221-2).....	414
§6. Clôture de l'information judiciaire : la maîtrise du délai raisonnable	415
Chapitre 3. L'avocat au tribunal correctionnel	417
Section 1. La procédure d'audience correctionnelle	419
§1. Désignation de l'avocat par le prévenu devant le tribunal correctionnel	419
§2. Assistance obligatoire par un avocat devant les juridictions correctionnelles	420
§3. Faculté de représentation par un avocat devant les juridictions correctionnelles.....	420
§4. La représentation des prévenus en leur absence : une évolution tardive.....	422
§5. Demandes de renvoi d'audience à une date ultérieure	423
§6. Publicité de l'audience correctionnelle et cas de huis clos	424
§7. Ouverture de l'audience du tribunal correctionnel.....	425
§8. Ouverture de l'audience de la chambre des appels correctionnels	426
§9. Notification du droit au silence devant les juridictions correctionnelles	426
§10. Intervention d'un interprète à l'audience correctionnelle	427
§11. Modalités de l'audience correctionnelle	428
§12. Notes d'audience correctionnelle, donné acte	429
§13. Citation des témoins devant le tribunal correctionnel	429
§14. Citation de la victime comme témoin et cas particuliers.....	430
§15. Citation de témoins devant la chambre des appels correctionnels	431
§16. Déposition des témoins, des experts et des parties civiles devant le tribunal correctionnel.....	432
§17. Audition des témoins anonymes et agents infiltrés devant le tribunal correctionnel.....	433
§18. Réquisitoire et plaidoiries à l'audience correctionnelle.....	434
§19. Spécificités de la procédure de comparution immédiate	435
§20. Réformes successives de la procédure de comparution immédiate	436
§21. Réformes successives de la procédure correctionnelle ordinaire	437
Section 2. Preuve et qualification du délit, motivation du jugement correctionnel.....	439
§1. Les conclusions écrites devant les juridictions correctionnelles	439
§2. La preuve du délit : charge et mode de preuve	440
§3. Exceptions de preuves prohibées	442
§4. Valeurs probantes des procès-verbaux et décisions de justice	444
§5. Discussion de la qualification juridique du délit	445
§6. Pouvoir du tribunal correctionnel de modification de la prévention et de requalification des faits.....	449
§7. Prononcé du jugement du tribunal correctionnel	451
§8. Motivation du jugement correctionnel.....	452

Section 3. Discussion de l'action civile devant les juridictions correctionnelles	456
§1. Assistance et représentation de la partie civile.....	456
§2. Constitution de partie civile devant le tribunal correctionnel.....	457
§3. Contestation de la recevabilité de la constitution de partie civile.....	458
§4. Consignation de la partie civile sur citation directe.....	459
§5. Désistement de la partie civile, exprès ou présumé.....	460
§6. En cas de décès lors de l'instance correctionnelle.....	460
§7. Les dommages-intérêts devant le tribunal correctionnel.....	461
§8. Demandes de sursis à statuer ou de renvoi sur intérêts civils.....	464
§9. Sur appel des seules dispositions pénales du jugement de première instance.....	464
§10. Sur appel des seules dispositions civiles du jugement de première instance.....	465
Section 4. Les procédures de « plaider coupable » et de transaction pénale	467
§1. Procédure de CRPC.....	467
§2. Demande de renvoi en CRPC dans le cadre d'une information judiciaire.....	468
§3. Composition pénale, amende forfaitaire.....	469
§4. Transaction pénale.....	469
§5. Convention judiciaire d'intérêt public.....	470
§6. Les procédures de « plaider coupable » : une innovation en droit français.....	471
Chapitre 4. L'avocat en cour d'assises	473
Section 1. L'ouverture du procès de cour d'assises	474
§1. Interrogatoire préalable de l'accusé et réunion préparatoire du procès.....	474
§2. Principe de l'assistance obligatoire de l'accusé en cour d'assises par un avocat.....	475
§3. Principe de comparution de l'accusé à l'audience de la cour d'assises.....	476
§4. Liberté de communication de l'avocat et de l'accusé en cour d'assises.....	477
§5. Refus de l'accusé de comparaître à l'audience de la cour d'assises.....	478
§6. Exception de représentation de l'accusé en cour d'assises.....	478
§7. Les parties civiles à l'audience de la cour d'assises.....	479
§8. Principe de publicité de l'audience de la cour d'assises.....	480
§9. Enregistrement des débats de cour d'assises.....	481
§10. Tirage au sort et récusation des jurés.....	481
§11. Exceptions de procédure en ouverture d'audience de cour d'assises.....	483
§12. Rapport liminaire du président en début d'audience de cour d'assises.....	483
§13. Quitter le prétoire : une stratégie de défense exceptionnelle.....	484
Section 2. Interrogatoire de l'accusé, des témoins et experts en cour d'assises	485
§1. Interrogatoire de l'accusé en cour d'assises.....	485
§2. Citations des témoins et des experts en cour d'assises.....	486
§3. Prestation de serment des témoins et des experts en cour d'assises.....	486
§4. Déposition et interrogatoire des témoins en cour d'assises.....	487

§5. Déposition et interrogatoire des experts en cour d'assises	488
§6. Consignation des dépositions des témoins et des experts en cour d'assises.....	489
§7. Confrontation et retrait des témoins en cour d'assises.....	489
§8. Opposition à un témoignage en cour d'assises	490
§9. Non-comparution d'un témoin en cour d'assises.....	490
§10. Audition des parties civiles en cour d'assises	491
§11. Audition du témoin anonyme en cour d'assises	492
§12. Audition des agents infiltrés en cour d'assises	492
§13. Évolution récente de la procédure d'audience criminelle	493
Section 3. L'argumentation orale et écrite devant la cour d'assises.....	494
§1. Le principe d'oralité des débats en cour d'assises.....	494
§2. Le donné acte en cour d'assises.....	495
§3. Le dépôt de conclusions d'incident en cour d'assises.....	496
§4. Les questions subsidiaires et spéciales au terme des débats	497
§5. Les questions dites factuelles en cour d'assises	499
§6. Réquisitoire et plaidoiries en cour d'assises.....	499
§7. Durée de l'audience et des délibérations de la cour d'assises.....	500
§8. La cour d'assises au fil des époques.....	500
Section 4. Prononcé et motivation du verdict de la cour d'assises	503
§1. Prononcé du verdict de la cour d'assises.....	503
§2. Critères de motivation des verdicts de cours d'assises.....	503
§3. La motivation des verdicts, une réforme récente	506
§4. L'audience civile de la cour d'assises	509

CINQUIÈME PARTIE

L'AVOCAT ET L'EXERCICE EFFECTIF DES RECOURS

Chapitre 1. Les recours lors de l'instruction de l'affaire.....	513
Section 1. Les recours contre les ordonnances du juge d'instruction.....	515
§1. Les ordonnances du juge d'instruction susceptibles d'un appel de droit.....	515
§2. Les ordonnances du juge d'instruction susceptibles d'un appel filtré	517
§3. Témoin assisté, appel des ordonnances du juge d'instruction	518
§4. Parties civiles, appel des ordonnances du juge d'instruction	518
§5. Ministère public, appel des ordonnances du juge d'instruction	520
§6. Ordonnances du juge d'instruction insusceptibles d'appel.....	521
§7. Ordonnances du juge d'instruction de refus d'informer	521
§8. Ouvertures prétoriennes d'appels d'ordonnances du juge d'instruction	522
§9. Cas des ordonnances du juge d'instruction dites complexes.....	522
§10. Formes et délai de l'appel contre les ordonnances du juge d'instruction.....	523

§11. Cas de délais courts d'appel d'ordonnances du juge d'instruction.....	524
§12. Délai générique de deux mois (CPP, art. 802-1).....	525
§13. Effet suspensif ou non de l'appel contre les ordonnances du juge d'instruction	525
§14. Cas de saisine directe du président de la chambre de l'instruction.....	526
§15. Cas de saisine directe de la chambre de l'instruction non prévus par le code	527
§16. Des réformes successives des règles de recours à l'instruction.....	527
Section 2. Les recours en matière de contrôle judiciaire.....	529
§1. Ordonnances de contrôle judiciaire : procédure et motivation	529
§2. Appel et demande de mainlevée d'ordonnances de contrôle judiciaire	531
§3. Révocation du contrôle judiciaire, non-paiement de caution	532
§4. Les mesures de contrôle judiciaire devant les juridictions de jugement	533
§5. Expiration des mesures de contrôle judiciaire	534
§6. Les réformes successives du contrôle judiciaire.....	535
Section 3. Les recours en matière de détention provisoire.....	535
§1. Critères et délais de placement et de maintien en détention provisoire	535
§2. Demande de mise en liberté au juge d'instruction	537
§3. Assignation à résidence avec surveillance électronique.....	538
§4. Demande de mise en liberté pour motif médical au juge d'instruction.....	538
§5. Appel des ordonnances en matière de détention provisoire	539
§6. Saisine directe de la chambre de l'instruction en matière de détention provisoire.....	540
§7. Les procédures de référé-liberté	541
§8. La procédure de référé-détention	542
§9. Demandes de permis de visite et d'autorisation de téléphoner.....	542
§10. Placement à l'isolement en détention, interdiction de communiquer.....	543
§11. Demande de sortie sous escorte au juge d'instruction	543
§12. Compétence spéciale du JLD en matière d'hospitalisation psychiatrique	544
§13. Demandes de mise en liberté devant les juridictions de jugement.....	544
§14. Délais de détention provisoire avant un procès correctionnel	546
§15. Délais de détention provisoire avant un procès criminel	548
§16. Principe de déduction de la détention provisoire	550
§17. Les nombreuses réformes de la détention provisoire	550
Section 4. Devant la chambre de l'instruction : audience, argumentation, arrêt	553
§1. Convocation devant la chambre de l'instruction.....	553
§2. Comparution personnelle de l'appelant devant la chambre de l'instruction	554
§3. Publicité ou non de l'audience de la chambre de l'instruction.....	556
§4. Dossier et mémoires des parties devant la chambre de l'instruction, arrêt	556
§5. Discussion du délai excessif de détention provisoire	558
§6. Discussion de la justification de la détention provisoire	560

§7. Discussion des conditions matérielles de détention	561
§8. Nullité et réitération du mandat de dépôt	563
§9. Évocation de l'affaire, supplément d'information.....	564
§10. Pourvoi en cassation contre les arrêts de la chambre de l'instruction	566
§11. En cas de déclaration d'irresponsabilité pénale	568
§12. Évolutions de la procédure de chambre de l'instruction.....	569
Chapitre 2. Appel, opposition, pourvoi en cassation, recours devant la CEDH.	571
Section 1. L'appel.....	572
§1. Nature juridique du droit d'appel	572
§2. L'appel en matière criminelle.....	573
§3. L'appel en matière correctionnelle.....	575
§4. L'appel des jugements correctionnels avant-dire droit	579
§5. L'appel en matière contraventionnelle	580
§6. Évolution historique de l'appel	581
Section 2. L'opposition	582
§1. L'opposition à un jugement correctionnel rendu par défaut	582
§2. En cas de verdict de cour d'assises rendu par défaut	585
§3. Opposition à un arrêt de la Cour de cassation.....	585
Section 3. Le pourvoi en cassation	586
§1. L'inscription du pourvoi en cassation.....	586
§2. Mémoires ampliatifs de pourvoi en cassation.....	589
§3. Argumentation orale devant la Cour de cassation.....	590
§4. Décision de la Cour de cassation	590
§5. Quelques réformes de la procédure de cassation.....	591
Section 4. Le recours CEDH et le recours en réexamen	592
§1. Saisine de la Cour européenne des droits de l'homme	592
§2. Procédure devant la Cour européenne des droits de l'homme	594
§3. Le recours en réexamen.....	596
§4. Évolutions passées et présentes du recours devant la CEDH.....	598
§5. Adaptations récentes du recours en réexamen.....	599
Chapitre 3. Les recours lors de l'exécution des décisions de justice.....	601
Section 1. Les recours en confusion de peines et en difficulté d'exécution	602
§1. Demandes de confusion de peines.....	602
§2. Recours en difficulté d'exécution	604
§3. Recours spécifiques : listes électorales, amnistie	607
§4. Rappel historique : les confusions de peines sous l'ancien Code pénal.....	607
Section 2. Les recours en matière de saisies et de restitution	608
§1. Demandes de restitution d'objets saisis.....	608